



D'un helvétisme flagrant à l'anglo-américain

La recherche du terme correct

Le téléphone se transforme en Natel, mobile, cellulaire, handy ou portable suivant les pays.

Avant de demander si les télécommunications nuisent aux spermatozoïdes, on pourrait peut-être s'interroger sur le nombre de dénominations du petit objet qui sert d'appendice quasi obligatoire aux jeunes (et aux moins jeunes) et sur les divisions qu'il suscite du point de vue linguistique.

Allez donc parler d'un Natel à un Français, un Belge ou un Camerounais, vous aurez très vite compris que vous venez de faire un helvétisme flagrant. D'autant plus que Natel est l'acronyme allemand de National Auto-TELeфон. Et que nos voisins d'outre-Sarine préfèrent utiliser le terme handy, comme les Allemands... Et bien évidemment, si ce mot est anglais, il ne vient ni d'Angleterre ni des Etats-Unis - ce serait bien trop simple - là-bas on parle de mobile telephone ou, plus simplement, de mobile phone.

Handy a donc été fabriqué de toutes pièces, probablement parce que l'anglo-américain fait chic et jeune. Et que ce petit objet, qui fait partie intégrante de toute personne normalement constituée, doit tenir dans sa main.

Mais quel serait donc le terme correct en français? Certainement pas portable qui est, lui, la juste transposition du fameux notebook, que l'on voit encore trop souvent fleurir dans les textes écrits en «français».

Ajoutons, pour être précis, que le terme anglais d'un ordinateur portable est également portable computer ou portable et pas notebook qui, lui, signifie carnet électronique ou carnet, autrement dit agenda électronique; un alphanage traduisant, lui, le mot anglais pager, l'appareil de radio-messagerie qui affiche en toutes lettres des messages reçus par téléphone. On peut donc utiliser téléavertisseur ou récepteur d'appel.

En fait, on a le choix entre téléphone mobile ou mobile, téléphone cellulaire ou cellulaire. Mais franchement, vous sentez-vous d'humeur à dire: «J'ai oublié de brancher mon cellulaire.» Cela ne ferait-il pas un peu snob ou penser au pénitencier?

Autre aberration linguistique

Et que fait-on sur son mobile, on discute et on envoie un SMS, c'est-à-dire un message sur le Short Message Service. Voilà encore une aberration linguistique: on envoie un SMS, c'est-à-dire que,



Photo Bist/Roger Meier

littéralement, on envoie un «service de messagerie» et non un message.

Ajoutons que si l'on est en droit de s'énervé devant nos contemporains qui appellent frénétiquement de lieux publics pour dire que le train est parti, qu'ils sont à deux stations de bus de chez vous ou demander s'il faut acheter ceci ou cela au supermarché, on doit bien reconnaître que ce petit objet, qui tient également lieu de fil à la patte pour bien des professions libérales, peut sauver des vies.

C'est ainsi qu'un apprenti forestier d'Engelberg a pu appeler les secours lors d'un grave accident dans la région de Flümatt et sauver de ce fait son collègue. Ce jeune homme s'est vu décerner, par une célèbre marque de mobiles, le titre de Handy Hero. Curieux barbarisme pour un prix qui aurait pu être doté d'une dénomination linguistiquement correcte et néanmoins compréhensible par tous nos compatriotes.

Marie-Christine Freund
(Revue polytechnique)

Edito

Un devoir de vigilance



La Francophonie et la promotion de la langue française ne seront pas au centre des débats de la campagne des prochaines élections fédérales. Dans notre système fédéraliste qui se singularise par la reconnaissance de quatre langues nationales, le ménagement de la sensibilité des voisins baignant dans une autre culture est élevé au rang de vertu. La diversité linguistique, la Suisse la vit au quotidien. Il nous étonnerait fort, dès lors, que l'on en trouve trace dans les programmes des différents partis. Pussions-nous nous tromper...

Pourtant, l'insécurité linguistique existe dans notre pays. Elle est ressentie plus particulièrement au sein des communautés minoritaires. Les Romands ont donc le devoir de faire vigilance. La nomination, il y a une année, d'un délégué au plurilinguisme dans l'Administration fédérale montre que les autorités ont pris conscience du problème. Il s'agit en parallèle de réaliser les objectifs visés par la nouvelle loi sur les langues et de respecter les valeurs cibles du Conseil fédéral, qui souhaite voir ses unités administratives se composer de 70% d'Alémaniques, 22% de Romands, 7%

d'italophones, 1% de Romanches. Les statistiques nous prouvent, hélas, que l'on est encore bien loin du compte. Ces quotas passent par la promotion du français et de l'italien avec, comme corollaire, la surveillance du recrutement. Autres défis: les traductions sans délai des textes de lois et des textes originaux conçus en allemand. Ainsi que l'utilisation du «Hochdeutsch» et non du suisse allemand lors des débats dans les commissions ou lors des discussions dans les bureaux.

L'occasion pour nous, à la veille de cette échéance électorale, de rappeler que la promotion de la langue française et la diversité culturelle et linguistique sont l'une des grandes missions tracées par le dernier Sommet de la Francophonie de Montreux. Raison pour laquelle l'Association des journalistes francophones poursuivra son engagement dans la défense du plurilinguisme à l'échelon national. Tout en se protégeant des anglicismes qui préfigurent la fragmentation de l'identité linguistique. Nous continuerons également de lutter contre le «tout à l'anglais» prôné par certains milieux. Sous le couvert de l'efficacité, l'emploi d'une langue unique est un leurre qui cache l'influence pernicieuse de domination de la pensée unique.

Jean-Pierre Molliet

Le français en campagne électorale

Cinq politiciens donnent leur opinion sur la Francophonie et la langue française à la veille des élections fédérales

Des candidats aux prochaines élections fédérales et dirigeants de partis ont répondu aux questions posées par *Alouette*. Se sont exprimés: Didier Berberat (Parti socialiste), Dominique de Buman (Parti démocrate-chrétien), Olivier Français (Parti libéral-radical), Luc Recordon (Parti écologiste suisse) et Claude-Alain Voiblet (Union démocratique du centre)



Didier Berberat, conseiller aux Etats

1) Renforcer la présence de fonctionnaires latins

La situation devient de plus en plus inquiétante pour le français, sans parler de l'italien. En effet, la majorité allemande invoque trop souvent le manque de personnel et des délais trop serrés pour justifier qu'une grande partie des documents n'existent qu'en allemand. Il nous faut sans cesse rappeler en commission que si des explications nous sont données en allemand, un texte en français doit nous être remis. De plus, lorsqu'on demande des expertises et avis de droit, il serait judicieux de se rappeler que le monde universitaire suisse ne s'arrête pas à Berne et que nous avons 4 Universités romandes de qualité ainsi que l'EPFL. Des mesures doivent impérativement être prises et nous sommes plusieurs parlementaires latins à «harceler» le Conseil fédéral et l'administration à ce sujet. Helvetia Latina et l'Association Défense du français, que je préside, font également un excellent travail dans ce domaine. Certes, l'ordonnance sur les

Les quatre mêmes questions ont été posées à des politiciens de cinq partis engagés dans la campagne électorale. Les voici:

Question N° 1: Comment jugez-vous la place de la langue française dans l'Administration fédérale? Y a-t-il des mesures à prendre? Si oui, lesquelles?

Question N° 2: La langue anglaise est toujours plus présente dans les Hautes Ecoles et les Universités de notre pays. Votre sentiment à ce sujet.

Question N° 3: Vous avez été écolier. Que vous inspire l'évolution de l'apprentissage du français durant les années de l'école obligatoire?

Question N° 4: Que représente pour vous la Francophonie? A-t-elle toujours sa raison d'exister? Si oui: pourquoi? Si non: pourquoi?

langues prévoit des quotas linguistiques pour le personnel fédéral. Cependant, il est nécessaire de renforcer la présence de fonctionnaires latins, notamment dans les fonctions dirigeantes, puisqu'il y a encore un déficit dans ces fonctions. Il faut également dégager des moyens financiers supplémentaires pour augmenter le nombre de traducteurs. Enfin, le délégué au plurilinguisme, qui dépend de l'Office fédéral du personnel, devrait être rattaché à la Chancellerie fédérale avec des prérogatives étendues.

2) Pratique scandaleuse du Fonds national

Il convient de constater que l'anglais est devenu la langue de la science, même si la Commission de l'éducation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, dont je suis président, tente, dans la mesure de ses moyens, de favoriser l'enseignement universitaire en français, en collaboration avec l'Agence universitaire de la Francophonie, qui regroupe 780 établissements dans 90 pays. La situation actuelle en Suisse n'est pas acceptable car, progressivement, les cours au niveau du master sont très souvent donnés en anglais, alors même que cet

idiome n'est pas une langue nationale. Que penser de la pratique scandaleuse du Fonds national qui exige parfois que les demandes de subventionnement pour des projets de recherche soient rédigées dans la langue de Shakespeare et que, de plus en plus souvent, des séminaires ou colloques universitaires choisissent la langue anglaise comme langue de communication? Il faut mettre le holà à cette dérive, tant au niveau des cantons universitaires que de la Confédération, et nous sommes quelques-uns à nous y employer.

3) Nécessaire de corriger les fautes

Cette évolution me navre dans la mesure où on ne met plus assez l'accent sur la maîtrise de la langue française. Par exemple, les fautes d'orthographe ou de syntaxe ne sont plus systématiquement corrigées dans les autres matières que le français. Il arrive aussi parfois que pour ne pas nuire à la créativité de l'élève dans les exposés ou dissertations lors des cours de français, on renonce à corriger ces fautes. Mon but n'est pas forcément de sanctionner par de mauvaises notes l'élève qui commet des fautes, mais il

serait, à mes yeux, judicieux de corriger ces erreurs afin d'éviter leur répétition. Ce phénomène inquiète les employeurs et même les hautes écoles pédagogiques qui doivent prendre des mesures pour les futur-e-s enseignant-e-s.

4) La Francophonie: un lieu de dialogue des cultures

Pour moi, la Francophonie est avant tout un lieu de dialogue des cultures autour d'une langue commune qui, très souvent, n'est d'ailleurs pas la langue maternelle des locuteurs-trices venant des cinq continents. Cette incroyable diversité culturelle est une richesse inestimable. La Francophonie véhicule également des valeurs humanistes, même si certains des pays qui la composent n'appliquent pas ou que très imparfaitement dans les faits les droits démocratiques et humains, ce qui doit être fermement condamné. Il n'empêche que la Francophonie regroupe plus du tiers des membres de l'ONU et reste un contrepoids à la montée en puissance de la langue anglaise dans les instances internationales et l'économie, même si le combat est très difficile.



Olivier Français, Lausanne, conseiller national

1) Des insuffisances

Je considère que la langue française n'est pas suffisamment utilisée et comprise lors des séances de commissions ou des débats de l'Assemblée fédérale.

2) Priorité à la langue locale

L'anglais est un excellent moyen, tout particulièrement en milieu universitaire, d'échanger et de dialoguer avec ceux qui ne parlent pas la langue nationale. Toutefois, il me paraît indispensable que la langue locale soit parlée dans nos Hautes Ecoles et que nos étudiants maîtrisent une deuxième langue.

3) Connaissances insuffisantes

On peut regretter que la méthode dite «traditionnelle» d'apprentissage du français ait été abandonnée au profit de méthodes plus modernes mais moins rigoristes. Nos écoliers n'ont pas de connaissances en orthographe et en grammaire suffisantes lorsqu'ils terminent, en 9^e année, leur scolarité obligatoire.

4) Garantir une identité culturelle et linguistique

La mondialisation apporte dans chaque région une crise d'identité. Il est donc, à mon sens, opportun de maintenir et de réunir la Francophonie afin de garantir aux différentes communautés concernées une identité culturelle et linguistique et d'éviter que la langue anglaise soit privilégiée en toutes circonstances.



Luc Recordon, Lausanne, conseiller aux Etats

1) Beaucoup d'efforts à faire

La langue française est assez bien traitée dans l'administration, surtout en comparaison internationale. Il y a encore beaucoup d'efforts à faire cependant pour que les documents importants – surtout ceux qui émanent de tiers et qui jouent un rôle dans la préparation des décisions – soient produits à temps dans cette langue, ce qui nécessitera davantage de traducteurs.

2) Langue anglaise: un rôle excessif

Ce rôle est excessif et croît régulièrement. Il faut des mesures d'encouragement spécifiques, en finançant un petit nombre de revues scientifiques francophones de qualité.

3) Perte d'informations essentielles

Cet enseignement était de très bon niveau et m'a donné le goût de la précision et de la variété dans la langue que j'utilise. Cela vaut tant pour la technique écrite, y compris la ponctuation, cette algèbre du texte, et orale que pour le style et la clarté des formulations. Sans cela, on va vers la compréhension vaseuse et la perte d'informations essentielles.

4) Un rôle double

Son rôle est double: quantitatif et qualitatif. Elle doit respectivement assurer la diffusion et l'emploi étendu de notre idiome, tout comme son niveau élevé parmi les locuteurs en en usant.



Claude-Alain Voiblet, secrétaire UDC Vaud

1) Situation pas satisfaisante

Aujourd'hui, l'allemand a très clairement une emprise très forte sur les travaux de l'Administration fédérale ainsi que sur les travaux de nos parlementaires fédéraux. Malgré de vagues débats en période électorale, principalement sur le thème du renforcement des trois autres langues nationales au sein des sphères précitées, la situation n'est pas satisfaisante. Elle reste précaire. Aujourd'hui, le canton de Berne pourrait être cité en exemple dans la prise en compte d'une deuxième langue nationale au sein de son administration ainsi que dans son processus de débat politique. Force est

cependant de constater que la recherche des équilibres relatifs à la proportion de collaborateurs s'exprimant dans l'une ou l'autre de nos langues nationales n'est possible que par une attention particulière répétée. Personnellement, hostile à la mise en œuvre de quotas, les mesures prises pour maintenir une proportion équitable des quatre langues nationales dans notre administration doivent s'accompagner d'une réelle volonté des utilisateurs de la langue majoritaire. La culture d'entreprise au sein de l'administration et dans le cénacle politique doit également évoluer pour permettre de tenir compte de la richesse et de la valeur que représentent les quatre langues nationales pour notre pays.

2) Par confort et par paresse

Attaché à la terre jurassienne qui m'a vu naître, notre patrimoine linguistique a une

très grande valeur à mes yeux. C'est probablement par confort et paresse que la langue anglaise prend le pas sur le français dans certaines écoles ou centres de formation de notre pays. Sans lutter contre cette évolution qui répond probablement à une demande effective, il est très important de maintenir vivante notre langue française qui sert de trait d'union entre l'ensemble des citoyennes et citoyens qui vivent au cœur des différentes vallées de Suisse romande.

3) Revenir aux fondamentaux

Défenseur de l'initiative vaudoise «Ecole 2010», il est important de revenir aux fondamentaux. En effet, que ce soit dans la poursuite d'études académiques ou la formation par la voie de l'apprentissage, il est très important que les jeunes maîtrisent la langue française. En fonction de l'importance de l'immigration, il est éga-

lement très important de mettre sur pied des formations qui permettent rapidement aux étrangers de maîtriser le français. La connaissance du français est un facteur d'intégration important qu'il ne faut pas négliger.

4) Une institution absolument nécessaire

A priori, un sentiment me fait dire que la Francophonie est réservée à une certaine élite. Pour ma part, lorsque l'on prend en compte les importants changements économiques et démographiques, cette institution me paraît aujourd'hui absolument nécessaire pour garantir un espace de dialogue et de discussion entre les pays du monde qui ont le français comme liant. Devant la régression du français et le basculement de l'économie vers l'Asie, il est important de maintenir les sphères de discussion qui permettent de défendre la langue française.

Je ne puis accepter que son utilisation se fasse au détriment des langues nationales. Une traduction en tous les cas en allemand et/ou français est une requête légitime.

3) Resserrer la vis

On devrait resserrer la vis tout en revenant à un enseignement beaucoup plus strict. Et avoir un recours moindre à des méthodes que j'appellerai empiriques. Dans certains cantons, les élèves ne savent ni la syntaxe ni l'orthographe. Heureusement, on constate un peu partout un retour vers un enseignement plus rigoureux de la langue maternelle.

4) La rencontre des cultures

La Francophonie est essentielle pour deux raisons. Elle ne développe pas que la connaissance de la langue mais permet aux cultures qu'elle véhicule de s'exprimer. Elle prouve que le français est une langue universelle. Et, par son statut même, la Francophonie cultive un sentiment d'identité. Une notion que la France, pays qui est le dépositaire de la langue de Molière, n'a pas su suffisamment entretenir à travers les années.

A ce sujet, je dirai que je constate que les gouvernements français successifs depuis la Seconde Guerre mondiale n'en ont pas vu l'enjeu. La stratégie de l'enseignement de la langue française a été déficiente. Avant la chute du mur de Berlin, le français était par exemple beaucoup plus enseigné dans certains pays de l'Est. Dans l'Hexagone, on a manqué de vision globale et on ne s'est pas assez préoccupés de l'enseignement du français dans le monde.

En résumé: la Francophonie, ce n'est pas seulement des rencontres entre chefs d'Etat ou entre populations comme nous l'avons vécu l'an passé à Montreux lors du Sommet. Mais sa raison d'exister réside aussi dans l'organisation d'une politique devant assurer la pérennité et la promotion du français à travers les cinq continents.



Dominique de Buman, Fribourg, conseiller national

1) Un observateur attentif: Helvetia latina

Je suis président de l'association Helvetia latina qui regroupe les parlementaires et collaborateurs de la Confédération et de ses régions latines et dont le but est d'avoir une représentation proportionnée des

Romands et des Tessinois à tous les niveaux de décision.

Avec la loi sur les langues en vigueur depuis 2010, un pas a été franchi pour assurer une représentativité effective des langues française et italienne. Il s'agit également d'avoir dans les langues nationales de la documentation et des instruments de travail. Oui, il y a des mesures à prendre. Un délégué au multilinguisme a été mis en place. En revanche, nous avons un souci quant à sa place dans la hiérarchie de la Confédération. Il dépend du Département fédéral des finances, donc du service du personnel où s'opère le tri des candidatures et où il n'y a pas forcément une empathie énorme pour la langue française. Il serait nécessaire que ce délégué bénéficie d'une plus grande indépendance. D'où notre proposition: qu'il dépende directement de la Chancellerie fédérale pour avoir véritablement les coudées franches.

Il y a en outre un effort à faire au niveau des documents de travail lors de la présentation des thèmes, notamment en commissions parlementaires. Nous demandons de les avoir beaucoup plus systématiquement en allemand et en français. Cela passe par une amélioration de la traduction. Actuellement, il y a de grandes différences d'un département à l'autre.

Reste ouverte la question de la traduction simultanée en commissions pour s'assurer d'une meilleure compréhension mutuelle dans le sens de la cohésion nationale.

2) L'anglais oui, mais priorité aux langues nationales

Que la langue anglaise soit présente comme langue internationale ne me dérange pas. Je dénonce en revanche qu'elle ait la priorité dans nos Hautes Ecoles et Universités.

Association suisse des journalistes francophones

Assemblée générale: 20 septembre 2011

Rendez-vous à 17 h 15 au Restaurant Au Vieux Caveau, à Pully

(rue de la Gare 11, en face de la gare CFF Pully-Sud ou terminus du bus)

Ordre du jour statutaire

1. Procès-verbal de l'assemblée générale du 23 septembre 2010 à Cully
2. Rapport du président
3. Rapport du trésorier et des réviseurs
4. Décharge au comité et aux réviseurs
5. Elections statutaires
6. Programme d'activités
7. Informations internationales
8. Divers et propositions individuelles

A l'issue de la partie statutaire, nous aurons le plaisir d'entendre notre confrère, ami et président d'honneur Jean-Marie Vodoz. Une verrée suivra et nous espérons que vous réserverez du temps pour déguster l'un des plats servis au Caveau.

Daniel Favre, président

Sus à la pub! Au pilori, vile mécréante!

Dans son numéro de l'été, Deutsche Sprachwelt, l'organe du «Verein für Sprachpflege» (cf. *Alouette* mars 2011) consacre sa première page aux effets dévastateurs de la publicité: «Werber, Werber, Sprachverderber» (publicitaires, publicitaires, destructeurs de la langue). Véritable arme de destruction massive de la psyché moderne, le matraquage publicitaire se distingue également par ses dégâts collatéraux langagiers. Ainsi l'enquête «Slogan-Trends 2011» confirme les dommages croissants provoqués par un désir d'internationalisation globale et unitaire.

Effarante accélération du «publi-massacre»

Si en 2009 le pourcentage de nouveaux «slogans» en langue unique était de 18,8%, il passait à 21,6% en 2010 pour atteindre aujourd'hui (juin 2011) 25%!

Par exemple, le service de colis DHL s'est entre-temps débarrassé de son «Einfach. Immer. Überall», lui préférant «Excellence. Simply delivered».

Henkel n'affiche plus sa «Qualität und Verantwortung», mais «Excellence is our passion». Quant à «Küss mit» d'une certaine eau, il est remplacé par «Love Odol», premier aveu de mauvais goût d'une entreprise allemande plus que centenaire.

Bien sûr, ce n'est pas tout. Une chaîne privée – qui était revenue à l'allemand il y a quelques années avec «Augen auf! SAT.1 zeigt's allen» – fait une vilaine rechute: «Colour your life!» Effectivement, on en voit de toutes les couleurs sur le marché du tape-à-l'œil: «Schwarz. Schön. Stark» ne satisfait plus Afri-Cola qui demande maintenant «Are you Afri?». VW Touareg ne se contente plus de «Gebaut für die Extreme» et choisit «Rocking the hybrid».

Alors, à qui le pompon? Peut-être à Shell avec son très original «Let's go», assurément plus percutant que «Das Maximum aus jedem Tropfen». Pourtant, les formules convaincantes dans la langue du pays existent. «Nichts ist unmöglich» (Toyota) imprégnera plus un Allemand que «Impossible is nothing» (Adidas).

Conséquences toujours plus graves

Je ne m'attarderai pas sur les exemples relevés par les linguistes du Bibliographisches Institut, lesquels dénoncent une forme plus insidieuse du battage publicitaire, à savoir les fautes conscientes d'orthographe du genre «Volksbank. Mit V wie Flügel» ou de grammaire comme «Da werden Sie geholfen» qui ne seront bientôt plus ressenties comme telles. Cette idéologie de la captation d'attention coûte que coûte, doublée d'un rabâchage continu, équivaut à un lavage de cerveau dont les jeunes et les personnes peu scolarisées – sans parler des allophones – ne se remettent pas.

A cela s'ajoute le mélange allemand/anglais ou anglais/allemand, alternance langagière très prisée des génies polyglottes de la duplicité publicitaire: «For you. Vor Ort» (Schlecker), inventivité censée nous surprendre, d'autres préférant l'incisif «4U»!

Lueurs d'espoir

Plus réjouissant sera, dans le journal de Thomas Paulwitz, l'annonce de

l'attribution du titre honorifique de «Sprachwahrer des Jahres 2010» au ministre des Transports, le Bavarois Peter Ramsauer, en raison de son engagement dans la lutte contre les anglicismes. Ainsi les «Travel Management» des chemins de fer allemands s'appellent de nouveau «Reisestelle», «Service Point» et «Call a bike» devant à leur tour bientôt disparaître.

Aux CFF de s'en inspirer et de ne plus prétexter le tri ou quadrilinguisme helvétique pour imposer la doctrine imbécile des mercaticiens d'obédience anglo-saxonne: un produit, une langue! Ce qui rappelle ces nigauds de Manor et de la Migros avec leur «Food» et «Food Facts». Il n'y a pas à dire, entre les «Sale» et les «Food», on se «fout» de nos langues. Quelle délicatesse! Quand on pense que «food» nourrit aussi bien l'homme que le bétail – cf. allemand «Futter» (fourrage) – la finesse (ricaine) est garantie. Merci donc, chers publicitaires – généreux pourvoyeurs de pauses pipi-télé – de nous simplifier ainsi la vie.

Erich Weider

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Brève Constituante genevoise

Durant l'été, l'avant-projet a été discuté en commissions. La proposition de notre association a été revue et amendée. L'art 5 al 2 devient «l'Etat promeut l'apprentissage et l'usage de la langue française. Il en assure la défense» Avis de la commission: «promouvoir l'apprentissage du français est un signe d'ouverture et un acte qui facilite l'intégration, non seulement des personnes étrangères, mais aussi des nombreuses personnes souffrant d'illettrisme pour diverses raisons».

(DF)

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE
DES JOURNALISTES FRANCOPHONES
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE

Livre à découvrir

Sport, où est ta victoire? (Réflexions pour le meilleur et pour le pire)



Pourquoi ce titre inspiré de la Bible dans un premier temps, puis Mort, où est ta victoire?, prestigieux livre de Daniel-Rops ensuite?

Parce que cette question, à la fois porteuse de crainte et d'espoir, se pose à tous les carrefours du sport populaire autant que du sport de compétition; donc, au terme de chacune des réflexions du livre. Fort de son expérience, conforté par les succès mais également blindé par les revers, Yves Jeannotat regorge de confiance, ce qui lui permet de répondre de façon un peu téméraire, mais sans grande hésitation: «... dans l'union du corps et du cœur, soudée par un double sentiment d'amour et de liberté!»

Œuvre d'une vie aux multiples rebonds, les réflexions de ce livre ont pris progressivement forme, dans l'esprit de l'auteur, en se renforçant, «pour le meilleur et pour le pire», au fil des composantes de la vie et de la place qu'y occupent le sport, ses différents visages, ses ombres et ses lumières. Autant d'aspects qui, au fil des chapitres, s'inspirent des principes de l'art de vivre, stimulent l'envie de faire en sorte que les jeunes, garçons et filles, ne soient pas que les champions d'aujourd'hui mais les hommes de demain: forts, solides, prudents; audacieux, ambitieux, humbles; en communion avec la nature et ses habitants; à l'écoute de leur cœur et de leur corps jusqu'à l'ultime espoir, le jour venu, de pouvoir peut-être «mourir debout» dans un ultime cri de victoire...

L'auteur, Yves Jeannotat, après avoir été un sportif de haut niveau (photo), a alimenté durant quarante ans la rubrique «Athlétisme et course à pied» de la *Tribune de Lausanne* devenue ensuite *Le Matin*. Il a en outre assumé la rédaction de la revue Jeunesse + Sport de l'Ecole fédérale de sport de Macolin.

Sport, où est ta victoire?, d'Yves Jeannotat, aux Editions Baudelaire

(E. B.)

Impressum

Parution trimestrielle. Editeur: Association suisse des journalistes francophones, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne. Téléphone 021 653 12 20. CCP 10-3056-2 Lausanne. **Coordinateur et rédacteur en chef:** Jean-Pierre Molliet. **Abonnements:** compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 20.– par an. **Impression:** Swissprinters Lausanne SA **Publicité:** page entière: Fr. 1500.–; 1/2 page: Fr. 800.– (1 parution); page entière: Fr. 1300.–; 1/2 page: Fr. 700.– (plusieurs parutions). La publication de ce bulletin est gracieusement offerte conjointement par Edipresse et Swissprinters